

"Améliorer le partenariat stratégique UA-UE en veillant à ce que l'éducation pour tous soit au centre des préoccupations". Une lettre ouverte des organisations de la société civile

Le 6e sommet Afrique-UE a été annoncé pour février 2022 et une réunion ministérielle préparatoire se tiendra le 26 octobre. Le nouveau partenariat stratégique tant attendu entre l'Union africaine (UA) et l'Union européenne (UE), qui sera adopté lors du sommet, ne peut ignorer la crise de l'éducation qui s'est produite au fil des ans et qui s'est aggravée pendant la pandémie de COVID-19. **Il est essentiel de mettre l'accent sur l'éducation, depuis les premières années jusqu'à l'apprentissage tout au long de la vie, pour surmonter les inégalités, faire progresser le développement humain et réduire la pauvreté.**

L'éducation inclusive est l'un des principaux vecteurs de l'inclusion sociale¹, car elle permet d'aider les apprenants à obtenir les meilleurs résultats scolaires, de réduire le risque que les filles soient poussées à un mariage précoce et forcé et/ou à une grossesse infantile, et d'éviter la séparation des familles (un pilier essentiel de la transition des soins en institution vers les soins familiaux et communautaires, une priorité de l'action extérieure de l'UE).² En outre, il existe des preuves solides que l'éducation de la petite enfance est l'un des meilleurs investissements qu'un pays puisse faire pour préparer les enfants à apprendre et leur donner une chance de s'épanouir plus tard dans la vie.³

Des investissements à grande échelle dans l'éducation et les enseignants sont nécessaires pour assurer une reprise équitable qui s'attaque à l'exclusion éducative et à la mauvaise qualité de l'éducation, aggravée sur les deux continents par la crise sanitaire mondiale sans précédent.

Avant le COVID-19, on estime que 258 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes - dont 97 millions en Afrique subsaharienne - n'étaient pas scolarisés.⁴ En outre, l'inscription à l'école ne garantit pas automatiquement l'apprentissage : L'UNESCO a estimé que 56% des enfants en âge de fréquenter l'école primaire ne possèdent pas les compétences de base en lecture.⁵ En outre, il arrive trop souvent que l'offre éducative ne corresponde pas aux besoins et aspirations réels des apprenants, ou qu'elle manque de pertinence et de vision. Par exemple, les systèmes éducatifs de l'UE devraient inscrire le passé colonial européen au programme des cours, afin de lutter contre les attitudes et pratiques racistes et xénophobes.

La pénurie d'enseignants continue d'entraver les progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 4, en particulier en Afrique subsaharienne, où 4,1 millions d'enseignants supplémentaires sont nécessaires pour assurer l'éducation primaire et secondaire universelle.⁶

Dans toutes les régions du monde, les personnes les plus marginalisées et mal desservies - les enfants handicapés, les personnes issues de l'immigration, les familles à faible revenu et les filles - sont confrontées aux plus grands obstacles pour accéder à l'école et s'y épanouir, en particulier lorsque de multiples facteurs de discrimination se croisent.

La communication de la Commission européenne "**[Vers une stratégie globale avec l'Afrique](#)**", en exposant la vision du futur partenariat Afrique-UE, **ne reconnaît pas le rôle central d'une éducation inclusive et de qualité - qui commence le plus tôt possible** - comme condition préalable à la progression vers des niveaux supérieurs d'éducation et de formation et à la réalisation des piliers stratégiques proposés dans la communication elle-même (transition verte et accès à l'énergie, transformation numérique, croissance durable et emplois, paix, sécurité et gouvernance, migration et mobilité). Cela ne semble pas cohérent avec les engagements de la Commission européenne sur l'éducation, notamment dans son nouvel instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI) - Global Europe Instrument.

¹ Comité des droits des personnes handicapées. (2016). Observation générale n° 4, article 24 : droit à une éducation inclusive.

² La transition de la prise en charge institutionnelle vers la prise en charge familiale et communautaire figure dans l'instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale, dans le plan d'action de l'UE pour les droits de l'homme et la démocratie 2021-2024 et dans la dimension mondiale de la stratégie de l'UE pour les droits de l'enfant.

³ <https://www.globalpartnership.org/what-we-do/early-learning>

⁴ UNESCO, 2019; New Methodology Shows that 258 Million Children, Adolescents and Youth Are Out of School;

⁵ UNESCO, 2017. More Than One-Half of Children and Adolescents Are Not Learning Worldwide.

⁶ UNESCO Institute for Statistics, 2016.

Les préoccupations ci-dessus sont mieux prises en compte dans la [Résolution adoptée par le Parlement européen en mars 2021](#), qui demande que le développement humain soit placé au cœur de la stratégie et souligne que l'éducation pour tous est une question horizontale qui touche toutes les dimensions des objectifs de développement durable.

Le report du Sommet aurait dû donner plus de temps pour approfondir les discussions avec toutes les parties prenantes des deux continents, mais nous sommes préoccupés par le fait qu'il n'y a pas eu un espace complet et suffisant pour la participation de la société civile, comme cela a été souligné par les organisations et les réseaux (comme CONCORD). Les mois à venir sont cruciaux pour **engager des débats constructifs avec les parties prenantes et les partenaires** - notamment sur les questions d'éducation - et de saisir l'élan et être à la hauteur des ambitions d'un partenariat renforcé.

Alors que l'Europe et l'Afrique s'efforcent de répondre et de se remettre de la pandémie et de ses conséquences, nous espérons que la prochaine réunion ministérielle et le 6e sommet AU-UE ouvriront la voie à un partenariat renouvelé qui place le développement humain - et l'éducation pour tous - au cœur des efforts conjoints. À cet égard, nous appelons les dirigeants européens et africains à veiller à ce que :

- 1 **Une éducation inclusive de qualité à tous les niveaux** (de l'éducation de la petite enfance à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, y compris l'enseignement et la formation techniques et professionnels) est abordé de manière adéquate dans le nouveau partenariat UE-UA, avec des investissements significatifs pour renforcer les systèmes d'éducation publique qui répondent aux besoins des apprenants qui rencontrent des obstacles supplémentaires pour accéder à l'éducation et s'y épanouir, comme les enfants handicapés, les personnes issues de l'immigration, les familles à faibles revenus, les femmes et les filles. Compte tenu des pénuries actuelles et prévues, il est de la plus haute importance d'investir dans la formation et le développement professionnel, les salaires et les conditions de travail des éducateurs.
- 2 **Un plan global et ambitieux pour faire progresser le développement humain et la justice sociale** est élaboré, en s'appuyant sur trois piliers: la lutte contre les inégalités structurelles, y compris les inégalités entre les genres; le renforcement des liens entre les secteurs politiques (par exemple, l'éducation, la santé et la réadaptation, la nutrition, la protection sociale); et le respect des engagements de financement. Nous reconnaissons que cette demande émane de tous les secteurs et de tous les groupes de la société civile, ce qui démontre une fois de plus le caractère indispensable d'un tel plan.
- 3 **La société civile est reconnue comme un partenaire clé et est consultée** pendant les préparatifs du sommet, est impliqué de manière significative et a accès aux informations concernant la conception, la mise en œuvre et l'évaluation du nouveau partenariat Afrique-UE.

Cette lettre est soutenue par (ordre alphabétique):

ACT Alliance EU
Réseau Africain de Campagne pour l'Education Pour Tous (ANCEFA)
Bafashebige Réseau Education pour tous, Burundi
Cameroon Réseau Education pour tous
CARE International
Caritas Europe
ChildFund Alliance
Education International (EI)
European Disability Forum (EDF)
Global Campaign for Education (GCE) International

Humanity & Inclusion – Handicap International (HI)
International Disability and Development Consortium (IDDC)
Light for the World
Liliane Fonds
Lumos
Plan International
Rede Angolana da Sociedade Civil de Educação para Todos, Angola
Save the Children
World Vision EU Representation

